

Smart city

Les impasses d'un outil de transition

François Jarrige

Pour citer ce texte : Jarrige François, « Smart city. Les impasses d'un outil de transition », *Vocabulaire critique & spéculatif des transitions* [en ligne], 20 avril 2021, disponible sur : <https://vocabularydestransitions.fr/>, CC-BY-NC-ND.

Alors que la croissance urbaine s'accélère en inaugurant des défis gigantesques, les *smart cities* ne cessent d'être présentées comme l'outil majeur de la transition énergétique et socio-écologique¹. Pour nombre d'industriels et de politiques en effet, la smart city est l'infrastructure indispensable de la politique de transition qui doit remodeler les manières de produire et de consommer l'énergie et d'organiser la ville. Elle doit permettre des gains d'efficacité énergétique, en assurant notamment une meilleure intégration des énergies renouvelables intermittentes, comme le solaire et l'éolien, ou en permettant d'ajuster la production énergétique en fonction des besoins. Le gestionnaire du réseau électrique Enedis a d'ailleurs lancé un programme de démonstrateurs « smart grids » dans plusieurs communes pour préparer leur phase d'industrialisation, alors que les inaugurations de *smart cities* se multiplient un peu partout dans le monde depuis 2010.

La « ville intelligente », traduction française de l'anglais « smart city », a totalement envahi le langage des autorités métropolitaines, remodelé les choix politiques comme les visions de

LIR3S

UMR 7366 CNRS-uBFC

Faculté de Droit et de Science Politique

4 bd Gabriel - BP 17270 F - 21072 DIJON CEDEX

Tél. : 33 (0)3 80 39 53 52 – mail : lir3s@u-bourgogne.fr

1. Ce texte est la version modifiée et mise à jour d'un texte paru le 4 février 2020 sous le titre « L'impasse des smart cities », *Note de la Fondation d'Ecologie Politique* #14 : <http://www.fondationecolo.org/activites/publications/Impasse-smart-cities-Jarrige>.

la ville du futur. Mais quelle transition représente-t-elle réellement ? S'agit-il de poursuivre les politiques de métropolisation et d'expansion urbaine portées par les mêmes acteurs ou d'engager une réelle transformation des imaginaires et pratiques de la ville ? Derrière la ville dite « intelligente », il y a d'abord l'obsession pour les réseaux numériques censés optimiser les ressources comme les flux d'informations et de matières. L'expression désigne en effet une ville qui développe les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour « améliorer » la qualité des services urbains ou réduire ses coûts, via la collecte massive de données. À l'occasion de la pandémie du Covid-19 du printemps 2020, les *smart cities* ont par ailleurs été transformées en centre de gestion de crise. En Asie notamment les caméras et capteurs urbains ont été adaptés pour le traçage des populations et la gestion de la crise sanitaire via des applications sur smartphone couplées aux innombrables capteurs dispersés dans la ville. En dépit des controverses et des débats, et malgré les grandes différences selon les pays, la Smart City a ainsi bénéficié du contexte sanitaire pour étendre encore son influence dans un contexte de numérisation accélérée du monde et de la vie².

Comme l'expliquait un élu, par ailleurs ardent promoteur de la « république numérique », dans un rapport officiel : « il s'agit de construire une ville collaborative, contributive, disruptive, inclusive, créative »³. La « ville intelligente » désigne en effet un mode de développement urbain censé être plus résilient. Elle devient peu à peu une grande idéologie, promue par d'innombrables experts et publicitaires, soutenue par les grands groupes industriels et les pouvoirs publics, vantée dans les médias et – depuis 2010 – dans un grand événement annuel comme le « Smart City World Congress ». Pourtant, loin de la transition tant vantée et des innombrables promesses, les réalisations semblent surtout accélérer les dynamiques inégalitaires et anti-écologiques des métropoles contemporaines. Surtout, avec la *Smart City*, une

2. Ola Söderström, « Smart city citoyenne et pandémie », AOC, 2 juin 2020 ; Collectif, « Ne laissons pas s'installer le monde sans contact », *Terrestres. Revue des livres, des idées et des écologies*, 27 avril 2020.

3. Luc Belot, « De la Smart City au territoire d'intelligence(-s). L'avenir de la smart city », rapport au Premier ministre, avril 2017, p. 8.

nouvelle étape est franchie dans le brouillage du langage, dans la gestion automatisée des vies, et dans la relance du projet de modernisation productiviste de l'urbain.

Origines

Les projets de « ville intelligente » reposent sur la collecte massive des données numériques en vue de rendre plus efficaces les installations publiques, les transports en commun, l'énergie et autres réseaux urbains. Mais il ne faut pas se tromper sur ce que signifie ici « l'intelligence ». Comme le note Michel Blay dans un petit livre lucide, le mot est de plus en plus employé pour désigner des objets high-tech, des voitures, des maisons ou des villes – il « doit être entendu en son sens anglais de “renseignement” – comme dans “intelligence service” – c'est-à-dire au sens d'informations qui circulent, ce qui est bien différent de l'intelligence sous ses divers aspects ouvrant l'ensemble des facultés humaines⁴ ».

Depuis une dizaine d'année la *smart city* s'est imposée comme un nouveau fétiche qui fascine et ne cesse d'être promue comme une solution pour répondre aux défis du changement climatique, de l'explosion des déchets et des crises sociales, en augmentant la surveillance des habitants et des flux de matières sur lesquels repose le fonctionnement des villes. De nombreux universitaires, chercheurs et cabinets privés travaillent non pas à comprendre ce que regroupe ce label mais à le développer et le légitimer alors que les autorités publiques et les industriels font de la *smart city* l'avenir des villes. C'est le cas notamment du LabEx « Intelligences des mondes urbains » à Lyon. Officiellement il s'agit de rendre la ville plus « conviviale » et plus écologique, d'inaugurer le volet métropolitain des promesses numériques qui fleurissent partout. Pourtant comme le remarquait l'historien et ingénieur Antoine Picon dans l'un des premiers livres consacré au sujet, la « ville intelligente » souffre d'un déficit de réflexion critique alors même

4. Michel Blay, *Penser ou cliquer. Comment ne pas devenir des somnambules ?*, Paris, CNRS éditions, 2016.

qu'elle commence à bouleverser notre environnement⁵. Depuis les années 1980, le concept anglophone de *smart-city* ne cesse de faire des émules à travers le monde, notamment dans les grandes métropoles d'envergure planétaire qui accompagnent la mondialisation. Mais les projets de « ville intelligente » sont d'abord le fruit d'une stratégie de conquête de nouveaux marchés mis en place par la firme IBM au cours des années 1990. Souhaitant redresser ses profits dans une période de récession, la multinationale a en effet identifié les villes comme un immense marché potentiel à investir. Mais ce n'est qu'en 2005 que le terme de *smart city* fait réellement son apparition. Utilisé par Bill Clinton à l'occasion d'un « défi » lancé par sa fondation philanthropique au géant du numérique Cisco, l'ancien président des États-Unis invitait l'entreprise à développer des plans de décongestion des villes permettant de diminuer les émissions de CO₂ tout en économisant du temps et de l'argent. L'entreprise lance alors une série de recherches sur le sujet dont elle commence à commercialiser les résultats en 2010. En 2008, IBM lance de son côté une initiative dite « Smarter Cities » pour accompagner le mouvement alors que les villes intelligentes apparaissent de plus en plus comme un immense marché en devenir⁶.

Les *smart cities* sont donc une invention marketing de groupes privés cherchant des débouchés pour maintenir leurs profits. On comprend dès lors l'intérêt des grandes entreprises du numérique et du bâtiment. Les États et les collectivités locales, largement fascinés par ce techno-solutionnisme, leur emboîtent rapidement le pas. En France, les autorités ne tardent pas à vanter les *smart-cities* dans lesquelles elle voit une réponse à leur impuissance et une occasion de moderniser les villes. L'expression s'étend surtout à partir de 2016 lorsque plusieurs rapports officiels sont publiés sur le sujet. Le « commissariat général au développement durable (CGDD) » publie ainsi une étude intitulée « Villes intelligentes,

5. Antoine Picon, *Smart cities. Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*, Paris, éditions B2, 2013 ; voir aussi le dossier « Villes numériques, villes intelligentes ? », *Urbanisme*, n° 394, automne 2014.

6. Francis Pisani, « Mais d'où vient cette idée bizarre de "ville intelligente" ? », *La tribune*, 16 janvier 2015 ; Anthony Townsend, *Smart Cities: Big Data, Civic Hackers, and the Quest for a New Utopia*, New York, W.W. Norton, 2013.

smart, agiles, enjeux et stratégies de collectivités françaises » qui conclut – dans une novlangue très caractéristique – que les *smart cities* offrent « une opportunité de développement économique local (attractivité, diversification vers de nouvelles filières, relance économique, internationalisation) » et « une approche plus servicielle, d'optimisation des réseaux urbains pour une ville facile, fluide, à haute qualité de vie et accessible pour tous (habitants, travailleurs, touristes) »⁷.

Métropoles globales en concurrence

Cette fascination pour les villes intelligentes s'inscrit parfaitement dans l'imaginaire néolibéral et concurrentiel qui caractérise les politiques urbaines contemporaines : soutien aux grandes métropoles et aux grands pôles d'excellence, abandon des villes moyennes et des campagnes dites périphériques⁸. Les projets de « ville intelligente » et les discours qui les accompagnent s'inscrivent dans la continuité des politiques urbaines qui, depuis le XIX^e siècle, ne cessent de chercher à moderniser et à faire grossir les villes. Ils témoignent aussi de la concurrence délétère à laquelle se livrent les villes, et reflète parfaitement la fascination débridée et naïve pour les nouvelles technologies. Loin d'engager une transition, les *smart cities* semblent à cet égard accélérer les dynamiques héritées des politiques d'aménagement et de modernisation du XX^e siècle.

Des « villes intelligentes » sortent ainsi de terres comme la fameuse ville nouvelle de Songdo en Corée du Sud, présentée comme un modèle de ville durable et écologique, et une vitrine pour les métropoles du monde, même si les habitants semblent hésiter à s'y installer⁹. Selon une experte enthousiaste, il y avait déjà en 2019 plus de 1 000 *smart cities* construites ou en cours

7. Fanny Bertossi et Anne Charreyron Perchet, « Villes intelligentes, "smart", agiles, Enjeux et stratégies de collectivités françaises », Commissariat général au développement durable, mars 2016.

8. Jean-Michel Dumay, « La France abandonne ses villes moyennes », *Le Monde diplomatique*, mai 2018.

9. Sibylle Vincendon, « A Songdo, en Corée, une ville "techno" au cordeau », *Libération*, 9 juin 2017.

de développement, l'Asie serait en pointe avec plus de 500 projets en Chine et une centaine en Inde, contre une quarantaine en Amérique du Nord, 90 en Europe et 15 au Japon¹⁰. Les *smart cities* sont en effet largement soutenues par les politiques modernisatrices autoritaires du gouvernement chinois qui en fait une priorité nationale avec des projets futuristes grandioses qui annoncent des enfers urbains numériques à une échelle encore insoupçonnée. Le marché chinois des *smart cities* s'élevait déjà en 2018 à 21 milliards de dollars avec un taux de croissance de 19 % par an. La *Smart city* vise une gestion automatisée de la ville au moyen de l'Internet, des objets connectés et des technologies basées sur l'intelligence artificielle (reconnaissance faciale en particulier), autant d'outils vantés comme les seuls à même de gérer les problèmes rencontrés par les villes contemporaines : pollution, gestion des déchets, flux de transports, de personnes ou d'énergie, traçage des populations au nom d'enjeux sanitaires, etc.

L'omniprésence des discours autour des Smart cities ne peut se comprendre que dans le contexte de compétition forcée entre nations et métropoles, alors que l'urbain continue de s'étendre à marche forcée. Il faut rappeler combien la Chine, l'Inde, l'Afrique et le Moyen-Orient ont besoin de villes nouvelles pour accueillir les centaines de millions de ruraux forcés de quitter les campagnes dans les prochaines années.

Même si les villes intelligentes relèvent encore pour l'essentiel du projet et de la prophétie, de nombreuses expériences et applications voient le jour et il ne se passe pas un jour sans que des annonces fracassantes n'aient lieu. À Singapour, un système de caméras suit déjà le déplacement des populations, la propreté des espaces publics, le trafic des véhicules, mais aussi les actes jugés déviants. À Dubaï, 50 services « intelligents » ont été lancés via l'introduction d'une application numérique qui gère aussi bien les contraventions adressées aux conducteurs pris en flagrant délit par les caméras que les factures d'électricité. Les États-Unis sont évidemment en pointe dans ce processus et en 2016, Denver et

10. Sylvie Faucheux, « La Chine : leader dans les Smarts Cities ? », disponible sur : <http://sylviefaucheux.fr/la-chine-leader-dans-les-smarts-cities/>.

le fabricant électronique Panasonic ont annoncé un partenariat afin de transformer une partie de la ville du Colorado en *smart city*. Cela passe par la transformation de la région autour de l'aéroport en hub technologique, avec optimisation de la consommation d'eau et d'énergie, analyse en temps réel du trafic routier et piéton, mais aussi déploiement de la télémédecine et de l'identification biométrique.

Quand les vieilles métropoles deviennent intelligentes

À côté des villes neuves conçues autour de la collecte des données, les vieilles métropoles tentent de s'adapter pour suivre le rythme et rester dans la compétition. En France, Lyon a été la première grande ville à se lancer, dès 2008, dans l'expérimentation et la construction d'un grand quartier dit « intelligent », et « durable », sur une ancienne friche industrielle de 150 hectares. À côté de Nantes, Lille, Montpellier ou même Issy-les-Moulineaux, une petite capitale régionale comme Dijon annonce aussi la création d'une « smart métropole » 3.0, dont le poste de commandement a officiellement été inauguré en avril 2019¹¹. L'exemple dijonnais est assez représentatif d'un modèle général : la ville et ses notables craignant d'être dépassés dans la course à la métropolisation, coincés entre Paris et Lyon, se présentent comme à la pointe et vantent leurs projets de smart city en mettant en avant la démocratie, le partage, l'écologie, la transition :

La création de « Dijon métropole intelligente et connectée » est d'abord une démarche collaborative, peut-on ainsi lire sur le site de la mairie. Cette métropole intelligente *s'élabore grâce à la réunion des idées et des forces créatives des habitants des 24 communes et de l'ensemble des acteurs du territoire*. Cette dimension humaine, collaborative et ouverte, est au cœur du projet dijonnais. Dans cette démarche partagée d'innovation territoriale, la technologie numérique se met au service de l'humain, et non l'inverse. En tirant pleinement partie de la révolu-

11. « Voyage en cybernétique : l'inauguration du projet de Smart city dijonnaise », *lundimatin* [En ligne], n° 189, 29 avril 2019, disponible sur : <https://lundi.am/VOYAGE-EN-CYBERNETIQUE-l-inauguration-du-projet-de-Smart-city-dijonnaise>.

tion numérique, ce projet de métropole intelligente et connectée permettra de co-construire des services innovants, de faciliter le quotidien des citoyens et des entreprises, d'améliorer le cadre de vie, de développer le mieux-vivre ensemble et de faire progresser la transition écologique. La métropole intelligente de demain, ce sont d'abord les habitants qui la font¹².

La ville de Dijon comme beaucoup d'autres a donc attribué en 2017 à un groupement composé de Bouygues, Citelum (filiale d'EDF), SUEZ et l'entreprise de service numérique Capgemini, la réalisation et la gestion pendant 12 ans du poste de pilotage connecté des équipements des 24 communes de la métropole. D'un coût estimé à plus de 100 millions d'euros, somme qui devrait officiellement être rentabilisée par les économies d'énergies attendues, et par la vente des données récoltées aux entreprises numériques. Celui qui était d'ailleurs en charge du projet dans la métropole bourguignonne, conseiller municipal depuis 2014 et conseiller de la communauté d'agglomération, est également depuis janvier 2015 « délégué à l'innovation territoriale » du Groupe La Poste, où il exerce des « fonctions de management et de dirigeant opérationnel ». Après avoir travaillé sur la transformation numérique de l'entreprise, il applique ses compétences à la numérisation accélérée de la ville et de ses habitants. Comme souvent, les sciences sociales sont rapidement embarquées dans la légitimation de ce projet, puisqu'une chaire « Smart City et Gouvernance de la donnée » voit parallèlement le jour au sein de l'université de Bourgogne, avec des financements de la métropole et des entreprises impliquées dans le projet. Les enjeux sont tels qu'aucune critique n'est envisageable, au mieux il s'agit d'accompagner et justifier le processus, notamment en créant des filières de formation d'experts chargés d'accompagner le processus.

Concrètement, l'objectif est donc de centraliser la surveillance et le commandement en réunissant le PC sécurité, le centre de la police municipale, le centre de supervision urbaine, le PC circulation, le service d'e-administration dit « Allô Mairie » et le PC neige en un seul et même poste de commandement connec-

12. <https://www.metropole-dijon.fr/Les-grands-projets/ONDijon-metropole-connectee>.

té rassemblant toutes les données récupérées, notamment par les futurs capteurs, qui restent encore pour la plupart à installer. Pourtant, le fonctionnement reste pour le moins opaque, et beaucoup demeurent sceptiques sur les véritables gains – autres que publicitaires et en termes d'image – qu'apportera ce type d'équipements extrêmement coûteux¹³. Face à ceux qui pensent d'abord la ville comme le résultat d'une fabrique ordinaire par les habitants et les relations sociales de voisinages, la métropole pense d'en haut selon une conception verticale et technologique.

Silences et non-dits

Pour ses promoteurs comme pour les experts qui investissent ce créneau – à l'image du prospectiviste Jérémy Rifkin – la *smart city* est déjà décrite comme inéluctable, comme une évidence, comme le sens de l'histoire, il n'y aurait plus qu'à réfléchir aux meilleurs moyens de l'installer et de s'y adapter au plus vite¹⁴. Pourtant au-delà des discours qui sonnent souvent creux sur l'automatisation sociale, ou sur le pilotage en temps réel, l'enjeu est d'abord de savoir qui pilote et qui contrôle cet outil de transition, ce qui conduit à des questions inévitablement politiques¹⁵.

Les villes intelligentes se heurtent en effet à une série d'écueils et de limites. Il faut rappeler – une fois de plus – que les *smart cities* comme le monde numérique dont elles dépendent ont un lourd impact sur l'environnement alors que les TIC consomment déjà davantage d'énergie que le transport aérien. Ces villes dites intelligentes seront par ailleurs plus vulnérables à l'égard du terrorisme et des cyberattaques qui menacent de désorganiser l'ensemble des services urbains.

13. Franck Gintrand, « Vous n'en avez pas marre... de la smart city ? », *Chroniques d'architecture*, 11 juin 2019.

14. J. Rifkin, *Le New Deal Vert mondial*, Paris, Les liens qui Libèrent, 2019, p. 228 et sq.

15. Groupe Marcuse, *La liberté dans le Coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, Saint-Michel-de-Vax, Éditions la Lenteur, 2013, nouvelle édition en 2019 ; *Le Monde en pièces. Pour une critique de la gestion. 2. Informatiser*, Saint-Michel-de-Vax, Éditions la Lenteur, 2019.

Par ailleurs, les « villes intelligentes » seront d'abord celles qui l'emportent dans la mondialisation, donc loin de supprimer les inégalités elles les aggraveront en laissant de côté les immenses villes industrielles du sud où s'entassent les prolétaires modernes et les bidonvilles, comme les cités du Nord, victimes de la délocalisation de leurs activités. La ville intelligente sera de plus en plus invivable pour tous ceux qui refusent encore de se soumettre aux stimuli numériques, que deviendront les pauvres ères non dotés de smartphone dans ce monde futuriste ? La ville intelligente véhicule par ailleurs une série d'idéaux et de visions du monde implicites, dissimulés derrière une rhétorique modernisatrice : acceptation de l'intrusion croissante dans la vie privée, oubli de l'histoire et des êtres vivants au profit d'une fascination pour le présent perpétuel et les algorithmes.

Les villes intelligentes sont également associées à d'autres projets et à des visions politiques et financières, elles sont liées à l'équipement croissant des populations en smartphone ou aux réseaux « intelligents » comme les compteurs Linky pourtant abondamment contestés. L'accélération de leur déploiement dépendra aussi de l'infrastructure 5G, nécessaire au fonctionnement de ces innombrables capteurs. Loin de rompre avec les trajectoires précédentes, la *Smart City* les accélère. Au fond, les villes intelligentes sont le nom des nouvelles infrastructures censées moderniser les plus grandes métropoles pour les adapter à la concurrence globale et à la frénésie numérique. Elles sont l'aboutissement d'un projet qui se construit peu à peu, jusqu'à nous envelopper progressivement dans tous nos lieux de vie et nos espaces intimes¹⁶.

Aux yeux des organisateurs des *Big Brother Awards*, et de beaucoup d'autres, les *smart cities* constituent pourtant une réelle violation de la vie privée des citoyens. D'après eux :

Presque toutes ces données sont recueillies et utilisées sans que personne ne leur ait donné la permission. De plus, il est pratiquement impossible d'autoriser ceci, étant donné qu'il n'est pas

clair de quelles données il s'agit exactement. Il est également difficile de savoir à quelles fins les données sont recueillies et utilisées. Les autorités locales énumèrent toutes sortes d'objectifs pour leurs initiatives de « villes intelligentes » : la publicité, le tourisme, la durabilité, la mobilité, le développement urbain ou la sécurité. Toutefois, il est difficile de savoir à quelles fins les informations seront finalement utilisées¹⁷.

Au nom d'une conception high tech et technocratique de la transition écologique s'installe peu à peu une surveillance totale. Pour permettre le suivi continu des flux urbains, des outils de mesure sont déployés aux endroits stratégiques et d'immenses quantités de données sont collectées. En Chine, la smart City et sa promotion sont d'ailleurs indissociables du modèle de « Social Credit System », qui vise à attribuer une note, des sanctions ou divers avantages aux citoyens selon des critères comme les opinions politiques, les comportements dans l'espace public et sur l'Internet, les centres d'intérêt, etc. L'écologie devient clairement le faux-nez d'un projet politique de contrôle social, même si en Europe les autorités promettent d'accompagner le processus de règles juridiques et/ou éthique censées protéger les données personnelles. En Europe, Copenhague est passée maîtresse en matière d'exploitation des données des usagers de la ville, avec l'écologie comme justification. Avec les *Greater Copenhagen Smart Solutions*, le numérique sert à détecter le degré d'humidité dans les plantes ou à mesurer la qualité de l'air en ville, mais aussi à gérer intelligemment les déchets, à optimiser l'usage des parkings et de l'éclairage, en fonction des taux de remplissage des poubelles ou du degré de luminosité... tout en contrôlant les comportements des habitants. Au nom de l'écologie et du partage s'édifie peu à peu un monde de la surveillance algorithmique totale.

16. Éric Sadin, *La silicolonisation du monde : L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, Paris, Éditions L'échappée, 2016.

17. <https://bigbrotherawards.be/fr/>.

Les *Smart cities*, entre course à l'abîme et rêves cybernétiques

Les *Smart cities* sont donc au cœur de quelques-uns des enjeux décisifs du présent. Elles illustrent la prépondérance des intérêts d'entreprises privées largement prédatrices ; le triomphe du marketing creux et du langage publicitaire déconnecté du réel ; l'obsession de la puissance et l'imaginaire concurrentiel des édiles locaux ; la surveillance généralisée et les nouvelles formes de contrôle social. Évidemment, les projets de Smart City s'installent en jouant sur l'imaginaire de l'horizontalité et de la démocratie puisqu'ils sont promus comme des outils censés permettre de nouvelles dynamiques de co-construction citoyennes de la ville. Elles importent dans le champ de l'urbain les logiques en réseau de l'économie collaborative. Mais de quelle démocratie s'agit-il ? Les habitants seront sans nul doute mis à contribution pour fluidifier les flux, donner leur avis sur la couleur des murs ou l'emplacement des parkings, mais ce sont bien les logiques verticales qui s'imposeront toujours plus en matière de choix d'investissement et d'équipement¹⁸.

La ville intelligente est dominée par les enjeux économiques et l'obsession pour la croissance. On voit mal dès lors comment elle pourrait aider à construire une ville vivable et capable de répondre aux défis sociaux et écologiques contemporains. Au-delà des villes, les campagnes sont d'ailleurs sommées à leur tour de devenir « intelligente » et dans leurs bureaux climatisés des technocrates multiplient désormais les projets de « smart ruralité » qui séduisent parfois des élus locaux dépassés. Les campagnes ont toujours été considérées sous l'angle d'un retard à rattraper en prenant modèle sur la ville. Cette smart ruralité en devenir devrait permettre d'achever l'intégration des campagnes dans l'ordre techniciste, capitaliste et déterritorialisé qu'incarne la smart city, sous couvert de favoriser l'ancrage local, le lien social et la transition écologique et énergétique. Mais avec ces nouveaux lieux censés devenir intelligents – au passage il faut noter le mépris infini pour les ruraux et les urbains du passé renvoyé à

18. Tomjo, « Cités idéales et villes intelligentes », dans *Chroniques du désert* (coll.), *Le désert Urbain*, Caen, Grevis, 2019, p. 108-122.

leur bêtise –, ne s'agit-il pas d'abord de ramener le développement urbain aux seules valeurs économiques et de le soumettre lui aussi aux illusions et promesses technologiques ? La « ville intelligente » peut dès lors apparaître comme l'antithèse de la ville réellement écologique : une ville ramenée à une taille humaine au lieu de poursuivre sa course au gigantisme ; une ville qui restaurerait une riche sociabilité de quartier, qui organiserait la décroissance des consommations matérielles, des déchets, comme des mobilités¹⁹. Loin des transitions tant vantées, les projets de *Smart cities* apparaissent comme un dérivatif qui empêche de penser aux mesures urgentes qui s'imposent pour réinventer nos infrastructures matérielles dans un sens réellement écologique.

19. Guillaume Faburel, *Les métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Lyon, le Passager clandestin, 2018, p. 70 et sq.